

**Dixième session**

New York, 12-21 décembre 2011

**Élection de membres du
Comité du budget et des finances****Note du Secrétariat**

1. Le 1^{er} février 2011, le Bureau de l'Assemblée des États Parties a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la dixième session de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée »), qui doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 12 au 21 décembre 2011. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances courrait du 13 juin au 2 septembre 2011. Conformément au paragraphe 4 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002 sur la procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances, la période de présentation des candidatures a été prolongée, à trois reprises, jusqu'au 14 octobre 2011.

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002, telle que modifiée par les résolutions ICC-ASP/2/Res.5 et ICC-ASP/4/Res.6, du 12 septembre 2003 et du 3 décembre 2005 respectivement.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5, telle que modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.4. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :

- Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
- Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
- Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.

5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 21 avril 2012 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après :

- États d'Afrique, un siège ;
- Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- États d'Europe orientale, un siège ;
- États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ; et
- États d'Europe occidentale et autres États, un siège.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À l'expiration de la période de présentation des candidatures, le 14 octobre 2011, sept candidatures avaient été reçues.

10. Les sept candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (deux), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), du Groupe des États d'Asie (deux), du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (une) et du Groupe des États d'Europe orientale (une).

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. ADSETT, Hugh (Canada)	4
2. GHARAIBEH, Fawzi (Jordanie)	7
3. ITAM, Samuel P.O. (Sierra Leone).....	11
4. NYIRINKINDI KATUNGYE, Rossette (Ouganda)	14
5. SÁNCHEZ IZQUIERDO, Mónica (Équateur).....	18
6. SOPKOVÁ, Elena (Slovaquie)	21
7. SUGIURA, Masatoshi (Japon).....	24

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Adsett, Hugh (Canada)

[Original: français, anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Canada présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/10/S/CBF/05 du 7 février 2011, de l'informer que le Gouvernement du Canada a décidé de présenter la candidature de M. Hugh Adsett à l'élection de membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, devant se tenir à la dixième session de l'Assemblée des États Parties à New York, en décembre 2011.

M. Adsett a une expérience approfondie dans le domaine des finances et de la gestion d'institutions judiciaires internationales. À partir de 2005, M. Adsett a été Président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2005-2008) et était, à ce titre, chargé de veiller à ce que le Comité de gestion, composé de représentants de plusieurs États membres de l'ONU, soit en mesure de s'acquitter de sa mission de garantir le fonctionnement efficace et efficient du Tribunal, en particulier par un examen et une surveillance détaillée du budget du Tribunal, en procédant en temps utile à l'examen des propositions visant à renforcer l'utilisation optimale des ressources, en organisant des visites annuelles au Tribunal, en facilitant le contact et les relations entre le Tribunal et les États membres de l'ONU à New York et en menant des activités de sensibilisation continues auprès des États membres de l'ONU, au nom du Comité de gestion. Avant d'être président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, M. Adsett en avait été membre de 2004 à 2005.

M. Adsett est actuellement Directeur de la Direction du droit criminel, de la sécurité et des traités au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Outre sa fonction consistant à fournir des conseils et une assistance et à donner des consultations dans le domaine du droit international en matière de coopération juridique et d'assistance dans le cadre d'affaires civiles et pénales, de criminalité transnationale, de lutte contre la corruption et contre le terrorisme, et de privilèges et immunités, M. Adsett est chargé de diriger une équipe de treize juristes, parajuristes et personnels d'appui, et de gérer le budget et les effectifs de la Direction.

Auparavant, M. Adsett a été conseiller en affaires juridiques, économiques et sociales à la Mission permanente du Canada auprès de l'ONU à New York. À ce titre, il a été le représentant du Canada devant la Sixième Commission (chargée des questions juridiques). Il a également été membre de la délégation du Canada à l'Assemblée des États Parties pour ses quatrième, cinquième et sixième sessions.

Le fait que M. Adsett ait une connaissance étendue de la Cour pénale internationale et du droit pénal international, ainsi que son expérience intéressante en tant que président du Comité de gestion du TSSL, seraient des atouts importants pour le Comité du budget et des finances, dans la cadre de son examen du budget, des ressources humaines et des autres besoins en infrastructure de la Cour. L'ampleur de ses connaissances et sa grande expérience des questions budgétaires d'institutions judiciaires internationales attestent qu'il répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), à savoir que les membres du Comité sont des experts jouissant d'une autorité reconnue et ayant l'expérience des questions financières au plan international.

Une présentation détaillée des qualifications de M. Adsett est jointe à la présente note.

* * *

Renseignements personnels

Nom Hugh Adsett

Expérience professionnelle

2008 – à ce jour Directeur de la Direction du droit criminel, de la sécurité et des traités, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de diriger une équipe de 13 juristes, parajuristes et personnels d'appui, de fournir des conseils et une assistance dans le domaine du droit international en matière de coopération juridique et d'assistance dans le cadre d'affaires civiles et pénales, de criminalité transnationale, de lutte contre la corruption et contre le terrorisme, et de privilèges et immunités. Je suis notamment chargé, en ce qui concerne le budget et les ressources humaines, de gérer le budget de la Direction, de recruter le personnel et de représenter la Direction auprès du Comité consultatif en matière de ressources humaines du ministère (2009-2011).

2004-2008 Conseiller en affaires juridiques, économiques et sociales, Mission permanente du Canada auprès de l'ONU, New York, NY (États-Unis d'Amérique) : chargé de représenter le Canada devant la Sixième Commission (chargée des questions juridiques) et de diriger le personnel d'appui et une équipe de cinq agents chargés de représenter le Canada devant les Deuxième et Troisième Commissions.

Président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2005-2008) et chargé de veiller à ce que le Comité de gestion, composé de représentants de plusieurs États membres de l'ONU, soit en mesure de s'acquitter de sa mission de veiller à la gestion efficace et efficiente du Tribunal, notamment par un examen et une surveillance détaillée du budget du Tribunal, en fournissant en temps utile un examen des propositions visant à renforcer l'utilisation optimale des ressources, en organisant des visites annuelles au Tribunal, en facilitant le contact et les relations entre le Tribunal et les États membres de l'ONU à New York et en menant des activités de sensibilisation continues auprès des États membres de l'ONU au nom du Comité de gestion.

Avant d'être président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, j'en ai été membre de 2004 à 2005.

2002-2004 Directeur adjoint, droit de l'environnement, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : management d'une équipe de cinq juristes chargés de fournir des conseils dans le domaine du droit international de l'environnement. J'ai également été membre du Comité de contrôle du respect de la Convention d'Espoo.

2000-2002 Juriste, droits de l'homme et droit humanitaire, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur toute un éventail de questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, et de représenter le Canada lors des négociations sur l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale.

1998-2000 Troisième Secrétaire / deuxième Secrétaire, Ambassade du Canada en Éthiopie, accrédité pour l'Érythrée, Djibouti et le Soudan : chargé de rendre compte de l'évolution de la

1998	situation et de représenter le Canada dans ses relations avec l'Érythrée, Djibouti et le Soudan. Juriste, droits de l'homme et droit humanitaire, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur tout un éventail de questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire.
1997	Conseiller junior, Mission permanente du Canada auprès de l'ONU, New York, NY (États-Unis d'Amérique) : chargé de participer à des réunions et à des négociations, et rendre compte, au besoin, des travaux de la Troisième Commission (droits de l'homme et affaires humanitaires) de l'Assemblée générale de l'ONU.
1996-1997	Responsable, Direction de la consolidation de la paix, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur les politiques de consolidation de la paix, notamment l'assistance canadienne à des missions internationales d'observation électorale.
1995	Fonctionnaire sur le terrain, Opérations de l'ONU sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme (Rwanda) : chargé, en tant que membre d'une petite équipe locale située à Cynagugu (Rwanda), de fournir des conseils et de suivre l'évolution de la situation sur le plan des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'éducation aux droits de l'homme, d'assurer la liaison avec les autorités locales et d'effectuer des visites dans des centres de détention.
1993-1995	Stagiaire en droit, Cabinet d'avocats Osler, Hoskin et Harcourt, Ottawa (Canada).

Adhésion à des organismes professionnels

1995 à ce jour	Ordre des avocats et membre du Barreau du Haut-Canada (Ontario).
----------------	------------------------------------------------------------------

Formation

1993	LL. B, Queen's University.
1988	M.A. (journalisme, université de Western Ontario.
1987	B.A. (Hon.), histoire et sciences politiques, Mount Allison University.

Enseignement et publications

- Chargé de cour, droit international avancé, université d'Ottawa, faculté de droit, automne 2010 ;
- Chargé de cours, droit international des droits de l'homme, Queen's University, faculté de droit (Herstmonceux Castle, Angleterre), juin 2009, juin 2010 et juin 2011.
- Chargé de cours, droit international des droits de l'homme, université d'Ottawa, faculté de droit, automne 2001, 2002 et 2003.
- Chargé de cours, droit pénal international, université d'Ottawa, faculté de droit, hiver 2004.
- Co-auteur, avec le professeur Ted McDorman, Anne Daniel et Masud Husain, de *Compliance Committees and Recent Multilateral Environment Agreements: The Canadian Experience with their Negotiation and Operation* (2004), 42 Canadian Yearbook of International Law 91-142.

Langues	Anglais, français
----------------	-------------------

2. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Royaume hachémite de Jordanie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, en réponse à sa note n° ICC-ASP/10/S/CBF/05 du 7 février 2011, a l'honneur de l'informer que le gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie a décidé de présenter la candidature de M. Fawzi Gharaibeh à sa propre réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, à l'occasion de l'élection des six membres du Comité, qui aura lieu lors de la dixième session de l'Assemblée des États Parties du 12 au 21 décembre 2011 à New York.

M. Gharaibeh possède une connaissance approfondie et une vaste expérience des questions financières aux niveaux national et international, comme le montre la copie du curriculum vitae de M. Fawzi Gharaibeh jointe à la présente note, connaissance et expérience qui attestent de son aptitude à satisfaire aux conditions définies au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances.

* * *

Exposé des qualifications

Renseignements personnels

Nom	Gharaibeh, Fawzi
Lieu de naissance	Jordanie
Date de naissance	1943
Nationalité	jordanienne
État civil	marié, trois enfants
Langues	arabe (langue maternelle), anglais, français

Formation

1972	Doctorat, Université du Wisconsin, États-Unis d'Amérique
1968	Mastère de gestion, Texas Tech University, États-Unis d'Amérique
1965	Licence (commerce) avec mention, Université du Caire, Égypte

Fonction

Professeur émérite, Université de Jordanie

Expérience professionnelle

Depuis 2009	Conseiller puis Président de l'Université A' Sharqiyah, Oman.
1999-2000	Président du Conseil d'administration de Jordan Phosphate Mines Co. Ltd.
1998-1999	Ministre de l'éducation, Jordanie.
1991-1998	Président de l'Université de Jordanie.
1986-1990	Vice-Président de l'Université de Jordanie.
1983-1986	Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie.

Titres académiques

1981	Professeur à l'Université de Jordanie
1967-1981	Professeur associé à l'Université de Jordanie
1972-1976	Professeur assistant à l'Université de Jordanie
1978-1979	Professeur invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin, États-Unis d'Amérique
1978 (été)	Professeur invité, Portland State University, États-Unis d'Amérique

Fonctions occupées

2010	Président du Conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique, Jordanie
2009-2010	Membre du Conseil d'administration de l'Université germano-jordanienne.
2006-2009	Membre du Conseil d'administration de l'Université des sciences appliquées de Balqua, Jordanie.
Depuis 2003	Membre du Conseil d'administration de la Royal Scientific Society de Jordanie
Depuis 2003	Membre du Conseil d'administration de la Fondation du roi Hussein de Jordanie
Depuis 2006	Membre du Conseil consultatif de l'École d'administration des affaires. Talal Abu- Ghazaleh de l'Université germano-jordanien.
Depuis 2003	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas
2003-2006	Membre du Conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique, Jordanie
2001-2005	Membre du Conseil d'administration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris, France.
1989-1991	Membre du Conseil de direction de l'Université privée de Petra, Jordanie.
1998-2003	Vice-Président du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie
1991-2004	Membre du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie .
1995-1995 (1998)	Membre du Conseil d'administration de l'Institut de diplomatie, Jordanie.
1984-1998	Membre du Conseil des affaires mondiales, Jordanie
1995-1998	Membre du Conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris, France.
1994-1998	Membre de la Commission jordano-américaine d'échanges internationaux (Fulbright).
1991-1994	Président du Comité consultatif chargé d'évaluer les politiques de l'enseignement supérieur en Jordanie.
1991-1993	Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien.
1985-1992	Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar.
1991-1994	Membre de l'Association comptable américaine, États-Unis d'Amérique.
1986-1991	Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères, Jordanie.
1989-1990	Membre du Comité chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne.
1991-2009	Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis.
2001-2008	Membre du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie.
2003-2006	Membre de la Commission supérieure des professions comptables.

Décorations

Médaille de l'indépendance de première classe.
Médaille d'excellence dans l'éducation

Publications

Ouvrages (en anglais)

- The Badia of Jordan: A Process of Change. Amman, University of Jordan Press, 1987 (ouvrage commun).
- The Economies of the West Bank and Gaza Strip. Boulder, Westview Press, 1987
- The Bedouin of Jordan: A People in Transition. Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage commun).
- The Small and Handicraft Industries in Jordan. Amman, Industrial Development Bank, n.d., 1976 (ouvrage commun).

Ouvrages (en arabe)

- Les problèmes contemporains en Jordanie. Édition et introduction. Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001.
- Principes comptables. New York, John Wiley and Sons, 1983 (ouvrage collectif).
- La comptabilité pour les cadres. Amman, Presse El-Dustour, 1982 (ouvrage collectif).
- Recherche méthodologique en sciences sociales et en humanités. Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif); troisième édition, 2002.
- La comptabilité analytique: Principes, procédures et contrôle. Amman, Philadelphia, *Publishing House*, 1975.

Articles (en anglais)

- "Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan", in Galaty, John G., Aronson Dan et Salzman, Philip Carl, eds. *The Future of Pastoral Peoples*. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1981 (en collaboration).
- "Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects", *Arab Journal of Administration* (octobre 1979) (en collaboration).
- "West Asia and Southeast Asia: A Commentary", in *Economic Relations between West Asia and Southeast Asia*. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978
- "Conditions of Some Working Women in Jordan", in: *Arab Journal of Administration*, 1978, (en collaboration).
- "Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects", in *The Arab World: Business Opportunities*. Singapour, Compa Publications, 1977 (en collaboration).

Articles (en arabe)

- "Relation entre les bénéfiques et les rendements des actions sur le long terme: reproduction et extension", in *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (en collaboration).
- "Rôle des flux de trésorerie et des charges à payer pour expliquer les rendements des actions", in *Jordan Journal of Business Administration*, 2008 (en collaboration).
- "Prédire les entreprises en difficulté en Jordanie: approche évolutive multidimensionnelle", in *Dirasat*, 2008 (en collaboration).
- "L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXIe siècle", in *Contemporary Issues in Jordan*, 2001.
- "Corrélation entre les valeurs beta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique", in *Public Shareholding Companies in Jordan*, *Dirasat*, 1996 (en collaboration).
- "Utilisation des ratios financiers comme prédicteurs du succès des entreprises industrielles en Jordanie", *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- "Les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur pertinence aux fins des décisions d'investissement", *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- "Contenu des états financiers annuels des entreprises jordaniennes – Chiffre d'affaires", *Dirasat*, 1989 (en collaboration).

- "Actualité des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1988 (en collaboration).
- "Contenu des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes", Abkath Al-Yarmouk, 1988 (en collaboration).
- "Les ratios financiers comme prédicteurs d'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1987 (en collaboration).
- "Divulgence de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1986 (en collaboration).
- "Étendue de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1986 (en collaboration).
- "L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes: une étude de cas", Economics and Administrative Research, 1981.
- "La fonction comptable et le chef comptable dans les entreprises jordaniennes", Dirasat, 1981.
- "L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service après-vente: une étude de cas", Journal of Business Research, 1980.
- "Le climat des investissements en Jordanie", Businessmen, 1978.
- "Le contrôle interne des entreprises: évaluation quantitative", Dirasat, 1976 (en collaboration).
- "L'industrie moderne de la construction: une étude de cas", Dirasat, 1975 (en collaboration).
- "Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes: la Paper and Cardboard Manufacturing Company", Proceedings of the Second Annual Conference on Operations Research, Le Caire, Société égyptienne de recherche opérationnelle, 1975.

3. Itam, Samuel P.O. (Sierra Leone)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de la République du Sierra Leone auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Sierra Leone a décidé de nommer M. Samuel P.O. Itam comme candidat à l'élection des membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, qui doit se tenir pendant la dixième session de l'Assemblée des États Parties au siège des Nations Unies à New York du 12 au 21 décembre 2011.

M. Itam, avant d'occuper son poste actuel de Président et directeur général de l'Institute for Technical Analysis and Monitoring de la Fondation du FMI à Freetown, au Sierra Leone, était Directeur exécutif au Fonds monétaire international (FMI). M. Itam est candidat pour la région Afrique.

Veillez trouver dans l'exposé des qualifications ci-joint, de l'information détaillée sur la qualification et l'expérience professionnelle de M. Itam.

* * *

Exposé des qualifications

Renseignements personnels

Nom	Samuel P.O. Itam
Date de naissance	17 février 1952
Lieu de naissance	Freetown, Sierra Leone
Nationalité	Sierra-Léonaise

Poste actuel

Décembre 2010 - présent	Président et directeur général, Institute for Technical Analysis and Monitoring (Fondation ITAM, Freetown, Sierra Leone)
2007 - présent	Membre, Conseil consultatif international, Queen Mary College, University of London, Royaume-Uni

Postes antérieurs au Fonds monétaire international

2008 - 2010	<p>Directeur exécutif pour l'Angola, le Botswana, le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, le Sierra Leone, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.</p> <p>En plus de représenter les intérêts de ces pays, à titre de membre du Conseil exécutif, administrer le quotidien du Fonds monétaire international (FMI) : établissement de politiques, contrôle, direction des cadres et du personnel. À titre de directeur exécutif, contribuer à l'analyse des politiques macroéconomiques des pays faisant l'objet d'une surveillance, approuver les programmes de prêts des pays membres, contrôler les opérations budgétaires et financières du FMI.</p> <p>Membre de plusieurs comités, dont le Comité du Conseil exécutif sur les questions administratives; le Comité du FMI sur le budget des immobilisations; le Comité d'audit du FMI; le Comité plénier sur le budget du FMI; le Comité d'éthique du Conseil exécutif.</p>
-------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2006 - 2007 Conseiller principal responsable de l'analyse des politiques du FMI relativement aux pays africains sub-sahariens; personne-ressource pour les autres agences et organisations internationales et régionales; chef de mission pour l'Éthiopie et le Ghana; coordonnateur pour la présentation de recherche internationale et appliquée du Département Afrique du FMI; membre du Comité de contrôle des nominations et promotions dans l'ensemble du FMI; membre du Conseil sur la diversité. Président du Groupe des pays africains sub-sahariens du FMI et Co-président du World Bank Group/IMF African Society.

Poste antérieur au Gouvernement du Sierra Leone

2007 – 2008 Conseiller économique, Bureau du Président, République du Sierra Leone.
Collaborer étroitement avec les ministères de l'économie et des finances, ainsi qu'avec la banque centrale, pour élaborer des politiques ainsi que le budget sur le moyen terme.

Carrière au Fonds monétaire international

1975 - 1984 Économiste responsable des recherches analytiques sur les pays de l'Afrique de l'Est et préparation de la publication *Perspectives de l'économie mondiale*; concentration sur les programmes macroéconomiques des pays de l'Afrique de l'Est et du Sud (y compris la Zambie, le Zimbabwe, le Rwanda, l'Ouganda et les Seychelles), du Sud-Est asiatique et du Pacifique (dont la Thaïlande, les Philippines et la Papouasie-Nouvelle-Guinée). Ces programmes exigeaient invariablement des ajustements budgétaires et financiers pour atteindre la viabilité sur le moyen terme.

1984 - 1987 Représentant sur place du FMI au Bangladesh (essentiellement à titre de conseiller résident au Gouvernement sur le budget et les politiques financières).

1987 - 1990 Économiste principal
Concentration sur l'Indonésie au moment du deuxième krach des prix du pétrole, soldé par des ajustements budgétaires drastiques et la conception, élaboration et mise en œuvre d'un budget viable sur le moyen terme.

1990 - 1997 Chef adjoint de division
Chef de mission pour les pays du Pacifique (dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et les Tonga) et des Caraïbes (le Guyane, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinité-et-Tobago). D'intérêt particulier, la conception de politiques financières pour un pays très endetté (le Guyane) et la mise en place d'un cadre de budgétisation pour le moyen terme.

1997 - 2000 Conseiller/Chef de division, Hémisphère Ouest
Responsable de la révision des relations avec des pays de la région et gestion des équipes de pays de cinq pays des Caraïbes (y compris la Jamaïque et Trinité-et-Tobago). La Jamaïque s'ajustait alors à une crise financière centrée sur les banques de l'État, et Trinité-et-Tobago se préparaient au boom des ressources pétrolières et gazières. Dans les deux cas, l'ajustement reposait essentiellement sur la conception et mise en place de politiques financières appropriées.

2001 - 2004	Représentant principal résident du FMI au Kenya. Période difficile pour le Kenya : économie moribonde, sortie nette de capitaux privés, remboursements nets d'institutions multilatérales, problèmes de corruption. Gestion financière en collaboration étroite avec une équipe assemblée de parmi la diaspora par le gouvernement avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale.
2004 - 2006	Directeur adjoint responsable de quatre équipes de pays et de leur administration, et chef de mission pour le Ghana. Le Ghana était en voie d'ajustement, avec pour objectifs clés la réduction du ratio dette publique/PIB par l'adoption de politiques financières appropriées sur le moyen terme. Programme couronné de succès puisque le Ghana a pu rejoindre le marché des capitaux international au terme de son programme d'ajustement.
2006 - 2007	Conseiller principal, Cabinet du Directeur général, région Afrique. Soutenir l'Éthiopie alors qu'elle se préparait à absorber d'importantes augmentations dans l'aide au développement sur le moyen terme.
2008 - 2010	À titre de directeur exécutif, collaborer avec les ministres des Finances, les gouverneurs de banques centrales et leur personnel sur l'élaboration de politiques macroéconomiques, y compris les politiques financières et budgétaires appropriées.

Études

1974	B.Sc. (Économie), Très grande distinction, Queen Mary College, University of London, Royaume-Uni.
1975	M.Sc. (Économie), London School of Economics and Political Science, University of London, Royaume-Uni.

Prix

1971	Bourse nationale
1973	University of London, Royaume-Uni, prix Drapers Company en Économie

* * *

4. Nyirinkindi Katungye, Rosette (Ouganda)

[Original: anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République de l'Ouganda présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement ougandais a décidé de proposer la candidature de Mme Rossette Nyirinkindi Katungye aux fonctions de membre du Comité du budget et des finances, au titre d'un des sièges attribués aux États d'Afrique, lors des élections devant avoir lieu à l'occasion de la dixième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir du 12 au 21 décembre 2011 à New York.

Mme l'Ambassadeur Nyirinkindi est membre du Comité du budget et des finances et, à l'heure actuelle, est représentant permanent adjoint de son pays auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève. Ayant pris part, en tant que déléguée, à de nombreuses négociations intergouvernementales qui portaient sur la Cour pénale internationale, elle connaît bien le Statut de Rome ainsi que le Règlement financier et les règles de gestion financière de la Cour qui l'accompagne. Elle dispose d'une riche expérience, et notamment de l'atout que constitue le fait d'avoir été récemment Vice-présidente du Comité du budget et des finances. Par ailleurs, elle a été chargée de la préparation du budget du département ministériel dont elle relève, de sa mise en œuvre et de sa présentation devant la commission de contrôle parlementaire compétente, lorsqu'elle a été, pendant cinq années, directrice de la division de l'Union africaine du ministère des affaires étrangères de l'Ouganda. Au cours de ladite période, elle a été membre du comité des finances dudit ministère, appelé à traiter de la gestion financière du ministère et chargé de la présentation de son budget devant le Parlement.

En outre, le rôle de Mme l'Ambassadeur Nyirinkindi a été déterminant pour l'organisation concluante de la Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenue à Kampala, ayant été désignée par le Gouvernement ougandais comme point focal adjoint auprès du Comité d'organisation national, chargé de la supervision des préparatifs afférents à l'accueil de cette conférence. La notice biographique de Mme l'Ambassadeur Nyirinkindi, joint à la présente, porte témoignage de la large palette des domaines où elle a déployé son expérience.

* * *

Renseignements personnels

Nom	Rossette Nyirinkindi Katungye
Date de naissance	16 octobre 1963
Nationalité	ougandaise
Profession	juriste/spécialiste de l'environnement et des droits humains
Activité	diplomate de carrière

Objectif de carrière

Prendre des initiatives et exceller dans toutes les tâches accomplies, notamment lorsque ces tâches contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes, la paix et la sécurité ainsi que la durabilité de l'environnement.

Éducation

2 mars 2007	Certificat d'études de français pratique 2, niveau B1, Conseil de l'Europe, Paris (France). Certificat d'études de français pratique 2, niveau A2, Conseil de l'Europe, Paris (France).
2005	Droit international pénal, spécialisation dans le droit des procès de Nuremberg, Columbia Law School (bourse), New York.
2001 - 2002	Participation à plusieurs sessions de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), New York.
1997	Maîtrise de sciences (M.Sc) en administration maritime générale et protection de l'environnement, World Maritime University (WMU) (Suède), 1997.

1995 (4 mois)	Cours international de troisième cycle en gestion de l'environnement, avec spécialisation portant sur certains aspects d'une politique internationale de l'environnement, Fletcher School of Law and Diplomacy, Université Tufts, Massachusetts (États-Unis d'Amérique).
1989	Diplôme de pratique juridique de troisième cycle, Law Development Centre (Ouganda).
1988	Licence en droit, Upper Division of the Second Class, Université de Makerere (Ouganda). Cours de français du niveau 1 au niveau 8 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Principales activités professionnelles

January 2011	Nommée chef adjointe de la Mission permanente de l'Ouganda auprès de de l'Office européen des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales sises à Genève.
2009	Nommée, pour un mandat de quatre ans, membre du Conseil de direction national de l'Ouganda du Mécanisme africain d'examen par les pairs (APRM).
2009	Nommée au grade d'ambassadeur.
2009	Désignée comme point focal adjoint de l'Ouganda aux fins de superviser les conditions d'accueil de la Conférence de révision du Statut de Rome.
2006 et 2009	Élue membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale; réélue en 2009. Nommée à la tête du Comité national chargé de superviser les conditions d'accueil du sommet de l'Union africaine à Kampala (Ouganda) au sein du Comité d'organisation des conférences de l'Ouganda.
Février 2006	Désignée, en qualité de commissaire national au sein du Mécanisme africain d'examen par les pairs de l'Ouganda (APRM), et nommée directrice de la division de l'Union africaine du ministère des affaires étrangères de l'Ouganda.
2003	Désignée par l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale comme point de contact en vue de coordonner des dispositions essentielles et d'assurer la présidence des réunions afférentes à l'élection des juges.
2000 et 2003	Élue membre de la Commission de vérification des pouvoirs des organes suivants: <ul style="list-style-type: none"> - Douzième Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 2000. - Première et deuxième sessions de l'Assemblée des États Parties, Cour pénale internationale, 2000. - Neuvième session de l'Autorité internationale des fonds marins, 2003.
2002	Une des Vice-présidentes du Comité spécial sur la Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction.
1999, 2000 et 2006	Désignée pour assurer la défense de l'Ouganda devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples au Burundi, à Alger et à Banjul (Gambie), respectivement.
1996	Vice-présidente des coordonateurs africains pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UNHCS/HABITAT).
1995 à 2001	Vice-présidente du conseil d'administration de l'Eastern African Environmental Network (EAEN).
	A dirigé, à plusieurs reprises, la délégation de l'Ouganda devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Expérience professionnelle

2011	Nommée chef adjointe de la mission permanente de l'Ouganda auprès de de l'Office européen des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales sises à Genève.
2009	Nommée membre, pour un mandat de quatre ans, du Conseil de direction national de l'Ouganda du Mécanisme africain d'examen par les pairs (APRM).
2009	Nommée au grade d'ambassadeur.
2009	Désignée comme point focal adjoint de l'Ouganda aux fins de superviser les conditions d'accueil de la Conférence de révision du Statut de Rome.
2009	Élue membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.
2008	Nommée à la tête du Comité national chargé de superviser les conditions d'accueil du sommet de l'Union africaine à Kampala (Ouganda) au sein du Comité d'organisation des conférences de l'Ouganda.
2006	Élue membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale pour un mandat d'un an afin d'achever le mandat d'un membre du Comité ayant démissionné.
2006	Nommée commissaire du Mécanisme d'examen par les pairs de l'Ouganda (APRM).
2006	Nommée en qualité de directrice de la division de l'Union africaine du ministère des affaires étrangères.
2004	Promue au grade de ministre-conseiller.
2000	Promue au mérite au grade de conseiller.
2001	Affectée à la mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.
1996	Affectée à la direction des organisations multilatérales et des traités du ministère des affaires étrangères. A dirigé le service des affaires sociales de 1999 à 2001.
1995	Promue au grade de deuxième secrétaire.
1994	Accréditée comme coordonatrice de l'Ouganda auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT).
1990	Affectée en qualité de troisième secrétaire au Haut-Commissariat de l'Ouganda auprès de la République du Kenya.
1988	Nommée membre du cadre des agents du ministère des affaires étrangères.

Associations professionnelles

1998-2001	Membre de l'Association des femmes juristes de l'Ouganda (FIDA, section de l'Ouganda).
1998-2002	Membre de l'Association du droit de l'environnement de l'Ouganda.
1997-2001	Membre associée de l'Action pour le développement (ACFODE).

Articles et publications

- Integrating the APRM National Programme of Action into Uganda's National Development Plan, communication présentée à la réunion des experts africains de la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, 29-30 septembre, 2010, Kampala (Ouganda).
- Post Graduate Degrees indispensable to advancement of career women in Developing Countries, Malmo, Sweden, 2008 (communication présentée à la Conférence pour les femmes).
- Government's Response to Uganda's Peer Review Process, publication APRM, 2008.

- Uganda's Peer Review Process and challenges faced (série de communications présentées à diverses parties prenantes appartenant à l'ensemble de la communauté ougandaise), 2008.
- The African Union and its organs, Ouganda, 2007 (communication présentée à des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères suivant un stage de formation et de mise au courant à l'entrée en service).
- Conflict resolution and post conflict rehabilitation in Africa, Ouganda, 2007 (communication présentée à des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères suivant un stage de formation et de mise au courant à l'entrée en service).
- The role of the Peace and Security Council of the African Union, Ouganda, 2007 (communication présentée à des officiers de police en poste au Darfour au sein de la Mission de l'Union africaine au Soudan).
- The African Union and peacekeeping on the continent, Ouganda, 2006.
- Incredible journey to Turkey, HUTACA, New Jersey (États-Unis d'Amérique), 2005.
- Sharia on inheritance by women, FIDA, 1999 (communication commune à plusieurs intervenants) (FIDA, section de l'Ouganda), 1999.
- The Project Cycle - Getting in Right, manuel publié conjointement par d'anciens participants aux programmes de l'Agence canadienne de développement international, Canada, 1999.
- The last straw (fiction), (FIDA, section de l'Ouganda), 1999.
- Mother – a poem –(FIDA, section de l'Ouganda), 1999.
- The Issue of Polygamy: Curse or Cure? (FIDA, section de l'Ouganda), 1997.
- Legal and other Mechanisms Governing International Shared Water Resources. communication présentée à la huitième conférence annuelle de l'EAEN à Nairobi (Kenya), juin 1998.
- The Elaboration of Appropriate Legislation and Institutional Framework to Address Inland Waterway Transport on Lake Victoria: The Case of Uganda, mémoire, World Maritime University, 1997.
- Enhancing a multi-sectoral approach in Uganda's current environment policy formation process in a bid to foster sustainable development, Université Tufts, États-Unis d'Amérique, 1995.
- Counter-trade and its impact on the producer: Uganda's Case, mémoire, Université de Makerere, Ouganda, 1998.
- Two Testimonials on International Terrorism, exposé présenté lors de l'épreuve annuelle du concours de procès simulé Philip C. Jessup, Washington D.C. (États-Unis d'Amérique), 1998.
- Trials and tribulations of a woman, pièce de théâtre, Université de Makerere, Ouganda, 1998.

Travail volontaire

1998-2003	Avocat (à titre bénévole) pour l'Association de défense des mères célibataires en Ouganda.
1998-2004	Fourniture d'une aide judiciaire au nom de la FIDA. A fait partie de tous les Comités des programmes de cet organisme.
1997	Contribution à la formation en gestion de l'environnement de professeurs d'écoles primaires et d'étudiants à l'Université.
1996	Membre du conseil d'administration de l'Eastern Africa Environmental Network (EAEN).
1996	Nommée directrice et membre du conseil des directeurs de l'Organization of Graduate Youth for the Enhancement of Environment Programmes and Poverty Alleviation (OGYEEPPA).
1996	Fourniture d'une aide judiciaire aux femmes au nom de Action For Women in Development (ACFODE)

Aptitudes

- Maîtrise de l'outil informatique.
- Langues : anglais, français, swahili, kinyarwanda.
- Excellente aptitude de communication et d'analyse au niveau écrit et oral.
- Forte capacité de persuasion, de sensibilisation, de mobilisation et d'organisation.
- Organisation d'ateliers et de conférences.

* * *

5. Sánchez Izquierdo, Mónica (Ecuador)

[Original : espagnol]

Note verbale

Le Ministère des relations extérieures, du commerce et de l'intégration – sous-secrétariat des organisations internationales suprarégionales – présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note n° ICC-ASP/10/S/CBF/05 en date du 7 février 2011 et à sa note n° ICC-ASP/10/S/CBF/58 en date du 5 septembre 2011, ainsi qu'à la résolution ICC-ASP/10/S/CBF/Res.5, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement équatorien a décidé de présenter la candidature de Mme Mónica Sánchez Izquierdo, première secrétaire, au Comité du budget et des finances, pour la période allant de 2012 à 2015, lors des élections qui doivent avoir lieu durant la dixième session de l'Assemblée, du 12 au 21 décembre 2011, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Cette nomination correspond à l'ambition qu'a le Gouvernement équatorien de contribuer à la mise en œuvre et au renforcement des procédures budgétaires de la Cour pénale internationale ainsi que de veiller à l'utilisation efficace et transparente des ressources de la Cour, et d'assister, ce faisant, la Cour à s'acquitter de ses fonctions et à remplir son mandat effectivement.

L'Équateur s'engage ainsi à prendre part au travail de la Cour pénale internationale et à tenir compte de la nécessité de renforcer les mécanismes de décision de celle-ci, à l'occasion de la mise en œuvre du Statut de Rome.

Dans cet esprit, et conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 et du paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'Ambassade d'Équateur entend confirmer la vaste expérience, en de nombreux domaines, qu'a la candidate, et notamment en matière de questions financières et budgétaires, pour lesquelles l'Équateur a maintenu, en particulier à propos du barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses, une position de transparence et de conformité aux principaux standards en matière d'administration, de contrôle et d'efficacité dans l'utilisation des crédits. L'Équateur est convaincu que la candidate dispose de la compétence requise, dont rend compte la notice biographique jointe à la présente note, et que la reconnaissance et l'appréciation de son travail sur le plan international aidera le Comité du budget et des finances et l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome à accomplir leurs fonctions avec satisfaction.

* * *

Renseignements personnels

Nom	Mónica Soledad Sánchez Izquierdo
Date et lieu de naissance	22 janvier 1977 à Latacunga
Nationalité	équatorienne

Études et formation

2010	Maîtrise en sciences politiques, Faculté latino-américaine de sciences sociales.
2000	Licence en relations internationales, Université de San Francisco de Quito.
2000	Certificat en communication institutionnelle, Université de San Francisco de Quito.

Expérience professionnelle

Depuis août 2011	Chef de cabinet du Vice-Ministre des relations extérieures et de l'intégration politique.
D'octobre 2010 à août 2011	Direction du système des Nations Unies au sein du sous-secrétariat des organisations internationales suprarégionales. Chargé des questions suivantes : Cour pénale internationale et suivi des obligations dérivant du Statut de Rome ; désarmement et non-prolifération des armes nucléaires ; réforme du système des Nations Unies ; Mouvement des pays non alignés ; Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies ; Conseil économique et social (ECOSOC) ; et utilisation de l'espace extra-atmosphérique.
De septembre 2009 à septembre 2010	Cabinet du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 64 ^e session. Conseillère sur les questions relatives à la deuxième et à la cinquième commission et au renforcement de l'Organisation.
D'août 2005 à septembre 2009	Membre de la délégation de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Cinquième commission : échelle des contributions, budgets, pensions et budgets des opérations de maintien de la paix. Première commission. Deuxième commission : questions relatives au développement durable. Renforcement de l'Assemblée générale. Conseil de sécurité : questions relatives au désarmement et aux opérations de maintien de la paix.
De mars 2005 à août 2005	Premier consul ; consulat général de l'Équateur à New York ; responsable des affaires juridiques
De juin 2003 à mars 2005	Cabinet du Ministre des relations extérieures.
2002-2003	Troisième secrétaire ; participante au stage de formation de l'Académie diplomatique « Antonio J. Quevedo », Équateur, dixième promotion.
1999-2002	Chancelière de la classe II. Ministère des relations extérieures. Sous-secrétariat de la souveraineté nationale. Direction de la souveraineté territoriale. Chargée principalement de la question du déminage humanitaire le long de la frontière sud.

Cours, séminaires et conférences

Du 3 au 7 octobre 2011	Cours de haut niveau pour diplomates : « Le transfert du pouvoir, la gouvernance mondiale et le nouveau multilatéralisme ». SEGIB-PNUD, Madrid (Espagne).
Mai 2011	Membre de la délégation officielle à la conférence des pays non alignés, Bali (Indonésie).
Décembre 2010	Déléguée de l'Équateur à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome, Organisation des Nations Unies, New York (États-Unis).
Avril 2009	Armes de destruction massive : « L'Organisation des Nations Unies peut-elle faire progresser le désarmement et la non-prolifération ? » Rye Brook, New York.
Novembre 2008	Séminaire sur les armes légères et de petit calibre, Río de Janeiro (Brésil).
Juin 2008	Séminaire sur la mise en œuvre de la résolution 1540, MERCOSUR, São Paulo, Brésil.
Du 25 au 28 juin 2007	Conférence régionale des Nations Unies sur la coopération au développement, Managua (Nicaragua).
Du 7 au 10 mai 2007	Les problèmes de sécurité transnationale et l'Organisation des Nations Unies, West Point/International Peace Academy.

- 14-15 février 2007 Séminaire annuel sur le droit international humanitaire à l'intention des diplomates accrédités auprès des Nations Unies, faculté de droit de New York.
- 22-23 août 2006 Séminaire sur l'investissement direct étranger pour les besoins du financement du développement, séries de cours sur l'économie et la finance.
Institut des Nations Unies pour l'information et la recherche (UNITAR) et de l'école supérieure de commerce Stillman, Seton Hall University (SHU).

Autres activités

Représentante du personnel diplomatique et assistante du comité d'évaluation du Ministère des relations extérieures en 2011.

Langues

Espagnol et anglais ; connaissances de base en français, portugais et arabe.

* * *

6. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de la République slovaque auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome fondant la Cour pénale internationale et a l'honneur d'annoncer que le Gouvernement de la République slovaque a décidé de présenter la candidature de Mme Elena Sopková à l'un des sièges du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale attribués au groupe des États d'Europe orientale lors de l'élection qui se tiendra durant la dixième session de l'Assemblée des États parties, du 12 au 21 décembre 2010, à New York.

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international. Comme le montre le curriculum vitae ci-joint, son expérience des questions financières et économiques est avérée ; de plus, elle a occupé de nombreuses fonctions au niveau national et au plan international. Mme Sopková est de nationalité slovaque et parle couramment l'anglais et le français.

Indication des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international. Comme le montre le curriculum vitae ci-joint, son expérience des questions financières et économiques est avérée ; de plus, elle a occupé de nombreuses fonctions au niveau national et au plan international. Ayant exercé pendant sept ans les fonctions de directrice de la Direction de la fiscalité internationale, elle a acquis une vaste expérience des questions financières internationales et a participé à de nombreuses négociations internationales. Mme Sopková est de nationalité slovaque et parle couramment l'anglais et le français.

Renseignements personnels

Nom	Sopková
Prénom	Elena
Date de naissance	27 juillet 1954
Lieu de naissance	Trnava, République slovaque
Situation familiale	Mariée, deux enfants

Études

2004	Société d'inspection technique RWTUV, Bratislava Auditeur en systèmes de management de la qualité EN ISO 9001:2000
2003	Agence pour le développement rural Chef de projet certifié .
2000 – 2002	Institut de hautes études, Université des sciences économiques, Bratislava. Spécialisation : expertise et évaluation de l'économie.
1973 – 1978	Université des sciences économiques, Faculté de commerce, Bratislava, Mastère.
1969 – 1973	École secondaire d'économie, Bratislava.

Études spécialisées à l'étranger

- 1998 Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Budapest – Formation à la pratique des prix de cession interne.
- 1997 Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Vienne – formation spécialisée pour négociateurs de conventions fiscales.
- 1993 – 1996 Chambre de commerce et d'industrie de Bruxelles – étude de la langue française.

Expérience professionnelle

- Depuis 2003 Université à Bratislava (« Pan-European University »), Institut de la formation et de l'expertise. Chargée d'évaluations juridico-économiques agréée par le Ministère de la justice de la République slovaque Chargée de conseiller les juges et diverses entités juridiques au sujet de tout problème lié à des questions économiques (impôts, comptabilité, calcul et budgétisation au cours de procédures) en soumettant aux juges les rapports indispensables à l'énoncé du jugement, de niveau national ou international. Évaluation des actifs en vue de l'enregistrement de sociétés au Tribunal d'enregistrement, évaluation des dommages subis aux fins de réparation, évaluation de la gestion des risques, gestion de projet, budget et contrôle financier, gestion des ressources humaines.
- 2002 – 2003 KZT, Inc. Bratislava (Slovaquie), chargée d'évaluations Chargée notamment de concevoir un système de planification stratégique des entreprises et d'établir un lien avec la budgétisation, en mettant à la disposition des sociétés et de leurs dirigeants des compétences spécialisées en matière de gestion budgétaire et de planification des orientations et en leur faisant des recommandations sur les stratégies, l'efficacité et l'optimisation des entreprises, la réorganisation et la rationalisation des procédures de travail et des structures administratives par l'analyse des processus et leur redéfinition
- 1996 – 2002 Ministère des finances, directrice de la Direction de la fiscalité internationale.
- 1993 – 1996 Ministère des affaires étrangères – Ambassade de la République slovaque à Bruxelles, économiste à la Direction du commerce et de l'économie.
- 1992 – 1993 Ambassade de la République tchèque et slovaque à Kinshasa (République démocratique du Congo) Économiste.
- 1991 – 1992 Audit Company, Ltd. Auditor, cofondatrice et propriétaire de la société.
- 1985 – 1991 Bureau central des finances de Bratislava, directrice de la Direction du contrôle et des finances.
- 1978 -1985 Interhotels Bratislava et Hotel Borik, économiste au Département de la comptabilité.

Autres activités professionnelles

Depuis 2007	Université Pan European, Faculté d'économie, professeur senior.
Depuis 2003	Membre du Comité du Budget et des Finances de la Cour pénale internationale à La Haye
2007 – 2008	Vice-présidente du Comité. La création de la Cour pénale internationale représente une étape essentielle du développement du droit humanitaire. Le Comité du Budget et des Finances a pour objectif principal de conseiller l'Assemblée des États parties et la Cour en matière de gestion stratégique et financière, d'optimisation des finances et d'établissement du budget.
Depuis 2002	Membre du Conseil de l'Association des experts en évaluation économique. Participation à la préparation des pièces et réglementations dans les domaines budgétaire, financier et fiscal.
Depuis 2003	TOP Center of Businesswomen (TCB), association indépendante et non gouvernementale Coordinatrice de projets et professeur senior. Conférencière lors de séminaires visant à encourager l'esprit d'entreprise chez les femmes aux niveaux national (en Slovaquie) et international. TCB a le rang d'observateur de l'association des Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM), basée à Paris.
1996 – 1998	Ministère des Finances, négociatrice de la République slovaque en matière de taxation pendant le processus d'accession du pays au système de taxation de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Langues

Slovaque	langue maternelle
Tchèque, anglais	courant
Français	avancé
Allemand, russe	passifs

Autres aptitudes

Informatique	PC, Microsoft Word, Excel, Internet
--------------	-------------------------------------

7. Sugiura, Masatoshi (Japan)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Japon aux Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/10/S/CBF/05, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement du Japon a décidé de présenter la candidature de M. Masatoshi Sugiura aux élections au Comité du budget et des finances pour le mandat allant de 2012 à 2015 qui doivent avoir lieu lors de la dixième session de l'Assemblée des États Parties en décembre 2011.

M. Sugiura, membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale depuis avril 2011, a une expérience et une réputation reconnues en matière financière aux échelons aussi bien nationaux qu'international. Il est actuellement Conseiller pour la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, et représente le Japon à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a apporté la preuve de son expérience et de son initiative dans le cadre des négociations internationales menées au sujet du barème des contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et aux budgets des opérations de maintien de la paix, contrôle, gestion des ressources humaines et d'autres domaines y relatifs. D'août 2006 à septembre 2008, M. Sugiura a occupé la fonction de Directeur adjoint principal de la Division des Affaires générales au Ministère japonais des Affaires étrangères, où il était chargé de superviser les relations du Japon avec les fonds et programmes des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, ainsi que les contributions du Japon à ces mêmes institutions. D'août 2000 à janvier 2002, M. Sugiura a occupé le poste de Directeur adjoint de la Division des Affaires financières du Ministère des Affaires étrangères. Il était notamment chargé de la budgétisation, des audits et de la comptabilité du Ministère, ce qui lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie et détaillée des processus budgétaires de ces organisations.

Cette expérience et ces compétences, telles qu'elles sont reflétées dans le curriculum vitae de M. Sugiura, joint à la présente note, confirment que sa candidature répond aux conditions visées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), à savoir que les membres du Comité doivent être des experts jouissant d'une autorité reconnue et ayant une expérience des questions financières au plan international.

Le Japon a, depuis sa création, toujours appuyé les activités de la Cour pénale internationale et, étant officiellement devenu État Partie au Statut de Rome le 1er octobre 2007 et ayant toujours été le plus important contribuant au budget de la Cour, il a l'intention de continuer de lui apporter son plein appui. La décision du Gouvernement japonais de présenter la candidature de M. Sugiura aux élections au Comité du budget et des finances reflète sa ferme volonté de continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter les activités de la Cour. Le Gouvernement japonais est tout à fait certain que le candidat possède l'expérience, les compétences et les connaissances nécessaires en matière financière et budgétaire et jouit au plan international d'une réputation suffisante pour apporter une solide contribution aux importants travaux du Comité.

* * *

Exposé des qualifications

Renseignements personnels

Nom Masatoshi Sugiura
 Date de naissance 20 décembre 1970
 Lieu de naissance Hyogo, Japon

Expérience professionnelle

M. Sugiura a rejoint le Ministère japonais des Affaires étrangères en 1993, et y a acquis une expérience considérable dans de nombreux domaines.

Depuis avril 2011	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (CPI) (mandat prenant fin en avril 2012).
Depuis septembre 2008	<p>Conseiller (promu en août 2009), Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Représentant du Japon à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies. - Responsable des négociations concernant le barème des contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et aux budgets des opérations de maintien de la paix, contrôle, gestion des ressources humaines et d'autres domaines y relatifs.
Août 2006 - septembre 2008	<p>Directeur adjoint principal de la Division des Affaires générales du Bureau de la Coopération internationale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - A supervisé les relations du Japon avec les fonds et programmes des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, ainsi que les contributions du Japon à ces mêmes institutions. - A géré les politiques d'aide publique au développement (APD) du Japon dans différents secteurs.
Septembre 2003 - juillet 2006	<p>Directeur adjoint principal de la Division de l'Europe occidentale du Bureau des Affaires européennes. (Première et Deuxième divisions, devenues une seule et même division en août 2004).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable de la gestion des relations bilatérales entre le Japon et les pays d'Europe occidentale.
Janvier 2002 – septembre 2003	<p>Secrétaire particulier du Vice-Ministre parlementaire des Affaires étrangères.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diverses fonctions, notamment administration de l'assistance post-conflit du Japon à l'Afghanistan et à l'Irak.
Août 2000 - janvier 2002	<p>Directeur adjoint de la Division des Affaires financières du Secrétariat du ministre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Supervision des opérations du ministère en matière de budget, d'audit et de comptabilité.
Juillet 1998 - juillet 2000	<p>Fonctionnaire à la Deuxième Division pour les affaires d'Amérique du Nord au Bureau des Affaires nord-américaines.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Direction des négociations sur les questions économiques et commerciales entre le Japon et les États-Unis d'Amérique.
Juin 1996 - Juillet 1998	<p>Premier Secrétaire (promu en mai 1997) à l'Ambassade du Japon en République fédérale du Nigéria.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable notamment de la gestion et des affaires politiques.

- Octobre 1993 – février 1994 Fonctionnaire à la Division des traités de sécurité Japon-États-Unis d'Amérique du Bureau des Affaires nord-américaines.
- A mené des recherches sur des sujets relatifs à l'adhésion du Japon au Traité de sécurité Japon-États-Unis d'Amérique.
 - A assisté les hauts fonctionnaires dans les consultations bilatérales.
- Mai 1993 – septembre 1993 Fonctionnaire à la Division des droits de la personne et des réfugiés du Bureau de la Politique étrangère.
- A participé à la formulation des politiques japonaises en matière de droits de la personne et d'affaires humanitaires.
 - A contrôlé le statut général de la ratification des traités sur les droits de la personne et humanitaires.

Formation

- 1989 - 1993 Université de Tokyo, Faculté de droit (Bachelor en droit public).
- 1994 – 1996 Université d'Oxford, Angleterre (Bachelor en histoire contemporaine).

Langues

Japonais (langue maternelle)
Anglais
